

**Isaure De Clerck;
Marie Dekkers;
Clotilde Desaint;
Wivine Muret;
Dominique Richter;
Sonia Samaan;
Agathe Thiercelin;
Marie Van Houtte;
Brigitte Van Wymeersch;
et Isaure Villiers**

Citoyennes

■ Proposer d'élargir le délai d'avortement, c'est ouvrir un faux débat. Pourquoi le monde politique ne cherche-t-il pas d'abord à soulager la détresse de nombreuses femmes qui ne souhaitent pas avorter, mais qui sont contraintes de le faire ?

qu'un consentement: devoir choisir entre Charybde et Scylla n'est jamais un choix libre, mais bien plutôt la fin de toute liberté.

Où est-elle, la liberté, lorsque nous ressentons en notre sein la douleur insoutenable, physique et morale, d'avoir perdu la vie qui en nous naissait? De quel droit parlons-nous lorsqu'une femme avorte parce qu'elle n'a plus d'autre choix, parce qu'elle n'a plus les moyens ni la force d'élever seule un enfant dont le père, l'entourage ou la société ne veulent pas? Une femme à bout de force qui ne se sent pas le courage d'assumer l'éducation d'un enfant n'est pas libre. Elle ne dispose pas d'un droit d'avorter, quoi qu'on en dise: elle n'a que sa détresse, et la vie qu'elle abrite en elle qui ne verra jamais le jour parce que ce monde n'est pas celui dont elle rêvait pour son enfant.

Que l'on travaille sur des alternatives

On ne peut légiférer sur un tel sujet qu'avec la plus extrême prudence.

Que nos représentants s'interrogent d'abord sur la situation de ces femmes en détresse – car oui, elles sont en détresse même si l'on cherche à bannir ce mot du langage. Que nos politiques s'interrogent sur les raisons pour lesquelles elles ne peuvent garder cet enfant, sur la misère qui est la leur: misère sociale, misère économique, misère morale. Nous attendons de nos représentants qu'ils se préoccupent de cette misère avant toute chose, qu'ils prennent en compte la vulnérabilité des femmes et des hommes de ce pays. Quand nos

politiques examineront-ils de véritables aides et alternatives pour les femmes qui ne souhaitent pas avorter mais qui y sont contraintes pour des raisons économiques, sociales ou culturelles? Qu'ils s'interrogent, enfin, quant à leurs renoncements vis-à-vis des fragilisés de notre société.

Proposer d'élargir le délai d'avortement de 12 à 18 semaines, c'est ouvrir un faux débat. Nous souhaitons plutôt des partis qui mènent en leur sein une vraie réflexion, et qu'ils cherchent à éviter d'autres drames aux femmes qui les vivent. Les moyens de contraception n'ont jamais été aussi nombreux et accessibles: alors pourquoi le nombre d'avortements n'a-t-il jamais baissé? Voilà une vraie question.

On ne parle pas ici de quelques euros de plus ou de moins dans le portefeuille de la ménagère: on parle du corps humain et de la fécondité qu'il abrite. On parle d'une vie qui s'interrompt dans le sein des femmes: cela ne pourra jamais être simplement assimilé à "un acte de santé publique".

En tant que personnes humaines, enracinées dans un vécu fait de don et de fécondité, nous considérons que notre vraie liberté, la seule, c'est de pouvoir vivre dans cette condition charnelle notre intime et irréductible dignité d'êtres humains. Notre conviction intime, c'est qu'augmenter le délai légal d'avortement ne fera en rien grandir cette liberté.

→ (1) Discours de Simone Veil à l'Assemblée nationale, 26 novembre 1974.

CHRONIQUE

Avis de disparition

■ Nous assistons à la disparition de la classe moyenne. Et elle n'est pas due aux nombreux changements que nous observons, mais bien à leur rythme effréné.



Xavier Zeegers
Chroniqueur

Chemins de traverse

S'il est un mot contemporain, c'est bien celui de disparition. Celle de la foi, de la confiance en la démocratie, et – hormis pour les aveugles – d'un climat équilibré et donc durable. Une autre disparition, plus discrète, devrait nous inquiéter aussi: celle de la classe moyenne.

Malgré son poids économique et un impact majeur dans la vie sociale, elle n'a pas toujours eu bonne presse, étant composée de personnes modérées et plutôt méfiantes envers les excès en tout genre, rétives donc aux bouleversements politiques, dès lors que la stabilité est le socle de ses affaires. Non pas celles issues d'une économie débridée, dérégulée, mais celles issues de là où l'effort est récompensé, et la prospérité assurée au plus grand nombre. Ses commerçants, artisans, voire employés, bien éloignés des affairistes ou spéculateurs, ne sont pas des prometteurs de beaux jours, mais plutôt les artisans d'un bien-être au quotidien, dont ils participent pleinement par leur labeur. Ils ne sont pas révolutionnaires (pourquoi serait-ce donc une injonction?), mais il n'échappera à personne que l'élévation constante du niveau de vie est un facteur de stabilité politique, et voilà pourquoi l'expression "les trente glorieuses", forgée par Jean Fourastié (titre d'un de ses livres) a fait florès. Sous les pavés la plage, disait la jeunesse de 68. Dans les marchés la prospérité, aurait pu rétorquer justement le citoyen lambda.

Mais c'en est fini de la tranquillité, au demeurant impossible car l'immobilisme est en soi un facteur de déclin. "On peut certes regretter le temps béni de la douceur des lampes à huile et de la marine à voile, mais quoi! Il n'y a que la réalité qui vaille", disait de Gaulle aux jusqu'au-boutistes partisans de l'Algérie française. On pourrait aussi bien évoquer la conscience tranquille des esclavagistes qui ne voyaient aucune perversion dans un statu quo indécent qui mit des siècles à paraître enfin criminel; ou encore se gausser de la prospérité des usines fabriquant des... chapelets en Bretagne au XIX^e, voire des

réparateurs et vendeurs de machines à écrire d'il y a soixante ans; soit lors de l'Expo 58, quand 80% des adultes portaient un chapeau feutre. Je ne vois plus guère de chapeliers, sauf dans les boutiques de luxe. Tout change, oui, et le dire est banal. Mais à quelle vitesse?

Je ne suis pas de ceux qui regrettent le temps où mon papa avait dix mètres devant lui – et autant dans son rétroviseur – pour garer sa grosse Chevrolet consommant 15 litres au cent dans une avenue sans parcmètres. Cela nous semblait naturel. Comme le Paris de Robert Doisneau ou Jacques Prévert, qui avait beaucoup de charme dans les sixties, surtout via leur talent à mettre la "Ville-lumière" en valeur. Mais ce "Paris-popu" n'existe plus. Le prix du mètre carré vient d'y franchir le cap fou des 10 000 euros. Les autorités locales elles-mêmes craignent qu'il n'y ait bientôt plus que les millionnaires et les trop envahissants touristes dans la capitale. Les locataires aux revenus moyens le savent déjà, qui déménagent massivement, à contrecœur. La classe moyenne mettait sa confiance en l'avenir dans une stabilité basée précisément sur ses vertus: modération, expérience, patience et espérance. Ceux qui en font partie savent très bien qu'il faut s'adapter sans cesse, et ils le font du reste, on le voit avec le succès des piétonniers dans les villes, du moins celles où ils furent créés dans la concertation et sans précipitation. Et les transports publics sont devenus une option irréversible, qui en doute encore? La question n'est donc pas celle du changement, mais de son rythme. Il n'y a plus d'évolution soutenable, mais bien une révolution majeure, celle du numérique avec le primat écrasant du *business model* d'Internet. Quand Amazon étouffe les librairies, et que chacun concocte son lointain voyage à coups de clics en se passant de l'expertise des voyageurs, il y a de quoi s'inquiéter.

"Le monde bouge par les extrêmes mais ne dure que par les modérés", disait un poète inspiré et étonnement visionnaire: Paul Valéry. Une réflexion que je livre ici aux économistes, n'ayant certes pas leur compétence...